Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

2000 -05- 18

Vol. 34 no 10 Edmonton, semaine du 10 au 16 mars 2000 16 pages 60c

Les élèves de l'école Beauséjour de Plamondon se font entendre à la législature provinciale

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Le 20 janvier dernier, un groupe d'élèves de l'école Beauséjour de Plamondon dévoilait en présence du directeur général de l'École nouvelle, Donald Michaud, une banderole longue de 75 mètres, remplie de signatures, réclamant du gouvernement albertain plus d'espace et un gymnase. Pour ajouter plus de poids à leurs revendications, ils se sont rendus le 29 février dernier à la législature albertaine afin de rencontrer les élus responsables de ce dossier.

C'est donc munis de leur banderole, et en compagnie du directeur de l'école Beauséjour, M. André Roy, de deux de leurs professeurs, de M. Léo Piquette, ancien député provincial pour la région de Plamondon, M. Reed Gauthier, président de l'ACFA régionale de Plamondon-Lac la Biche, que les élèves ont pu s'entretenir un court moment avec le ministre des Infrastructures, M. Ed Stelmach, et le ministre de l'Apprentissage, M. Lyle Oberg. Le tout avait d'ailleurs été rendu possible grâce à la complicité de M. Paul Langevin, actuel député pour la région.

Les élèves y sont allés d'une présentation, faisant comprendre au ministre qu'un gymnase n'était pas un luxe, quand on sait que seulement trois écoles en Alberta n'en ont pas. Présentement les cours d'éducation physique se donnent dans la grande salle du Centre culturel Philip-Ménard, et cette salle ne rencontre pas les normes de sécurité requises pour de telles activités. Outre le gymnase, l'école a aussi besoin de plus d'espace pour l'enseignement académique. Selon le directeur, M. André Roy, seulement pour la section de l'élémentaire l'an prochain, cinq classes seront nécessaires alors que l'école au complet en compte huit. Présentement, certains cours sont donnés dans la sous-sol ou dans la grande salle du centre culturel. La possibilité de refuser de nouvelles inscriptions pour l'an prochain pourrait même être envisagée si l'école ne dispose pas de plus d'espace, toujours



Photo: Raymond Laroche

La délégation de l'école Beauséjour lors de leur arrivée à la législature albertaine.

selon M. Roy, car c'est la qualité de l'enseignement qui pourrait en souffrir. Les élèves se plaignent déjà d'être tassés comme des sardines. M. Claude Lamoureux, professeur, et superviseur de cette activité, disait vouloir ce qu'il y a de mieux pour ses étudiants, et que, bien que comprenant le fait que si la tarte avait à être divisée, eux aussi voulaient en avoir une partie.

Le ministre Stelmach a quant à lui pris en considération les demandes des élèves tout en promettant de s'assurer de faire suivre le dossier sans toutefois être en mesure de pouvoir avancer quoi que ce soit dans l'immédiat. Par contre, tout en ayant à composer avec un budget serré, le ministre a quand même laissé savoir qu'il était important pour son ministère de prendre des décisions responsables pour les générations futures.

Le ministre de l'Apprentissage, Lyle Oberg a quant à lui expliqué après le départ de M. Stelmach que le ministre était dans une position très difficile, étant donné que plusieurs autres écoles aussi avaient un urgent besoin de réparations. Reste à savoir maintenant si l'ajout d'un gymnase et d'espace supplémentaire pour l'école Beauséjour nécessite un traitement prioritaire ou non. Tout en assurant les participants à cette discussion de son support, il a pris soin de spécifier que le député Paul Langevin saurait sûrement veiller au grain et s'assurer que le dossier ne dorme pas sur les tablettes.

La réponse du ministre des Infractuctures ne semblait toutefois pas satisfaire pleinement M. Roy. «Nous n'avons pas eu de réponse négative à notre demande, mais nous n'en avons pas eu de positive non plus. Est-ce qu'on va être obligé d'aller se battre devant les tribunaux pour être entendu?» nous disait M. Roy. C'est une hypothèse que certains parents prennent en considération.

Cette semaine...

Des laboratoires extra-terrestres non identifiés? ...

à lire en page 3

Jeunesse, j'écoute...

à lire en page 5

Régional en bref...

à lire en page 6

La santé avant tout...

à lire en page 10

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 9870

Une coalition est formée pour sauver «Fort Augustus»

RAYMOND LAROCHE
Edmonton

Dernièrement, plus exactement le 24 février dernier, la *Coalition du Fort Augustus* et le groupe *ConCerv* (Concerned Citizens for Edmonton's River Valley) annonçaient leur intention de demander que le site archéologique situé sur les terrains de l'usine Epcor (Rossdale) soit désigné comme un site provincial d'une grande valeur historique pour les Autochtones, les Canadiens français et les Métis de l'Alberta.

Photo: Raymond Laroche

Lilianne Maisonneuve

En effet, sur ce site a été découverte l'existence de l'un des cinq «Fort Edmonton» qui servait de1813 à 1830 de centre de traite des fourrures. Les fouilles ont aussi révélé la présence de deux anciens camps autochtones. Un silex servant à l'époque de couteau et vieux de 6 800 ans en fait foi. Cet ustensile était d'ailleurs, selon les archéologues, recouvert d'une couche de cendre volcanique qui après analyses proviendrait de l'éruption du volcan Mazuma situé en Orégon, il y a de cela 6 800 ans. La découverte de ce dépôt volcanique prouverait aussi que cette arme n'a pas été touchée pendant des milliers d'années. C'est la première fois qu'un site d'une telle importance est découvert sur les rives de la rivière Saskatchewan Nord. De plus, les archéologues, ont aussi trouvé des segments de ce qui pourrait être une partie de la palissade du fort qui aurait été

suite en page 7...

Citation de la semaine

En vérité, le chemin importe peu, la volonté d'arriver suffit à tout.

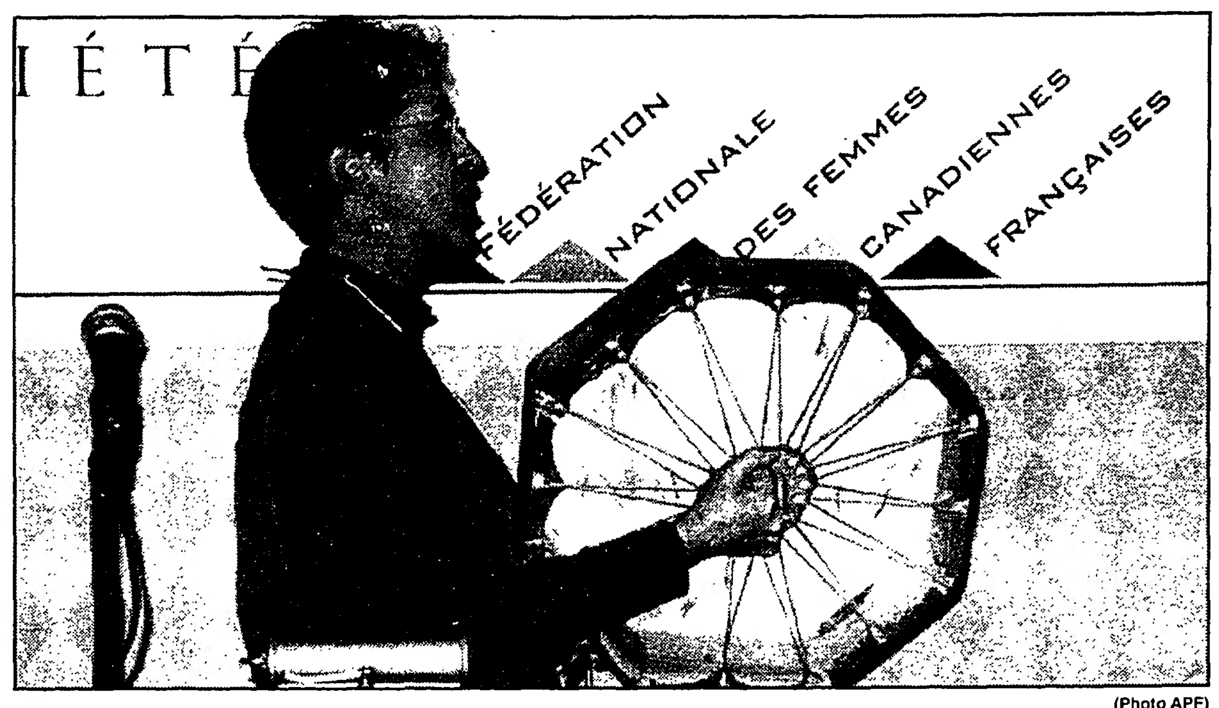
Albert Camus

La FNFCF se sent parfois loin de sa base

Ottawa (APF): La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) a l'intention d'être davantage présente sur le terrain au cours des prochaines années.

Concrètement, la FNFCF veut tenir une grande rencontre régionale dans l'Est, le Centre et l'Ouest du pays tous les ans.

Victime des compressions budgétaires, la Fédération a été obligée de s'éloigner un peu de sa base et de changer son mode de fonctionnement au niveau national. Alors qu'elle avait des représentantes dans chaque province, elle doit se contenter d'une représentation régionale: deux femmes pour l'Ouest et les territoires, deux pour l'Ontario et deux pour les Maritimes. «*C'est comme au gouvernement: plus tu agrandis les circonscriptions, moins les gens sont représentés*» explique la présidente Maria Lepage.



(Photo APF)

Marjorie Beaucage, une artiste franco-métisse du Manitoba qui demeure à Regina, a ouvert le Forum des femmes francophones par un rituel spirituel

La Fédération n'a présentement pas les ressources financières pour appuyer les projets des femmes francophones dans les régions du pays, encore moins pour donner de l'expertise par le biais de personnes-ressources.

La FNFCF veut aussi être plus visible au niveau politique, question de montrer aux femmes francophones que leurs préoccupations font partie des discussions à l'échelle politique nationale. Elle participe d'ailleurs à l'organisation de la *Marche des femmes* qui aura lieu le 15 octobre un peu partout au pays et dans la capitale nationale.

Elle veut aussi avoir son mot à dire lorsque le gouvernement fédéral négociera avec les provinces les détails de son *Plan d'action national pour les enfants*.

«*Nous verrions un réseau de garderies au niveau pancanadien. Et des garderies francophones à travers le pays. Il y a peut-être une ou deux garderies francophones par province, faute d'un manque d'appui et de financement*», explique Mme Lepage. Car il y a urgence, d'autant plus que les femmes en milieu minoritaire doivent non seulement survivre et vivre en francais, mais elles ont aussi le souci de transmettre la langue et la culture françaises, dit la Maria Lepage.

La Fédération a débuté le millénaire en tenant en fin de semaine dernière à Ottawa un Forum national sur les femmes francophones. Quelque 175 participantes de toutes les sphères de la société et provenant de presque partout au pays ont réfléchi et discuté de la violence à l'endroit des femmes, de la pauvreté, de l'économie, de la paix, de la santé en français et de la justice.

Les participantes ont notamment demandé à la Fédération de se pencher sur les dossiers de l'équité salariale et du logement. L'idée d'un revenu de citoyenneté, c'est-à-dire un revenu minimum pour tous, a aussi fait l'objet de discussions. Il a aussi été question de la reconnaissance des acquis des femmes à travers le bénévolat.

En santé, on souhaite que la Fédération fasse la promotion des carrières en santé auprès des femmes francophones et revendique un accès à des soins de santé équitables et en français.

Dans le domaine de la justice, les participantes au forum ont demandé que les juges et les avocats aient l'obligation de suivre une formation spéciale, de façon à réduire les commentaires sexistes à l'endroit des femmes. On souhaite que la formation se donne en français, mais on juge la situation suffisamment urgente pour ne pas s'offusquer si elle se donne uniquement en anglais dans certaines régions du pays.

Il a enfin été question de recrutement auprès des jeunes et des femmes immigrantes francophones.

Cela faisait longtemps, dit la présidente Maria Lepage, que les femmes francophones n'avaient pas eu l'occasion de se réunir et de discuter entre elles. La Fédération tenait à prendre le pouls des femmes francophones sur des dossiers chauds, de façon à confirmer les grandes orientations de sa programmation.

L'organisation du forum a été assez ardue, puisqu'il a fallu de très longues démarches auprès de divers ministères fédéraux avant d'obtenir le financement nécessaire : «*Les femmes, c'est rien de nouveau, on est habituée de cogner plus d'une fois à la porte lorsqu'on présente un projet*» commente Mme Lepage. Malgré tous ses efforts, la Fédération n'a pas réussi à attirer à son forum des représentantes de Terre-Neuve et des deux territoires. Organisation féministe, est-ce que la Fédération représente vraiment les femmes canadiennes-françaises?

«*Je pense qu'on peut prétendre représenter nos femmes canadiennes-françaises aussi bien que le gouvernement fédéral peut prétendre qu'il représente les intérêts de tous les citoyens*» répond Mme Lepage en bonne politicienne. «*Nous sommes élues par un processus démocratique. C'est comme dans la société civile : qui ne s'implique pas, consent*».

Oui mais, féministe? «*Oui on est féministe, dans le sens qu'on traite des dossiers de femmes. Nous travaillons pour l'avancement de la femme. Nous travaillons pour la valorisation de la contribution de la femme dans la société. Nous voulons avoir notre juste part et notre juste place. C'est ça être féministe. Quand on travaille comme femme, on est féministe*».

Les membres des minorités francophones sont autant, sinon davantage instruits que ceux de la majorité anglophone

Ottawa (APF): Le niveau de scolarité des membres de la minorité francophone âgés de 25 à 29 ans, dans toutes les provinces et les territoires, est généralement similaire ou supérieur à celui des membres de la majorité anglophone, selon un nouveau rapport sur l'éducation.

Le pourcentage des membres de la minorité francophone de ce groupe d'âge, qui ont fait moins que des études secondaires, est même similaire ou inférieur à celui des membres de la majorité anglophone, dans toutes les provinces et territoires.

Mieux : le pourcentage des membres de la minorité francophone qui ont fait des études universitaires est similaire ou même supérieur à celui des membres de la majorité anglophone. Le pourcentage des diplômés francophones est même beaucoup plus élevé à l'Ile-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Fruit d'un partenariat entre le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada et Statistique Canada, le volumineux rapport fournit un ensemble complet de mesures statistiques pour toutes les provinces et les territoires. Même s'il s'appuie sur des informations déjà disponibles qui ont été publiées dans le passé, la compilation et l'analyse de tous ces indicateurs de rendement permet néanmoins de brosser un portrait complet de l'éducation au pays.

Pour ce qui est du rendement des élèves, les évaluations portant sur les mathématiques et les sciences montrent que les francophones du pays ont des résultats relativement comparables avec le reste du pays. Il y a cependant des exceptions.

En Nouvelle-Écosse, les élèves francophones de 13 et 16 ans ont presque toujours obtenu des résultats supérieurs à la moyenne canadienne. A l'inverse, les élèves de 13 et 16 ans de l'Ontario français ont toujours obtenu des résultats considérablement inférieurs au reste du pays.

L'histoire est différente en lecture et en écriture. Lors des évaluations de rendement réalisées en 1994 et 1998, les élèves francophones de 13 et 16 ans de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba ont obtenu des résultats considérablement inférieurs à la moyenne des francophones du pays. La seule exception se trouve au Manitoba, où les élèves francophones de 13 ans ont obtenu en 1994 des résultats en lecture équivalents à la moyenne nationale chez les francophones.

«*La comparaison des résultats en matière de lecture et d'écriture entre les minorités francophones et la moyenne pancanadienne porte à croire qu'il faut peut-être mettre en place des politiques pour améliorer les capacités de ces élèves et chercher à découvrir des raisons de leur rendement inférieur*» peut-on d'ailleurs lire dans le rapport.

Bonne nouvelle toutefois: des améliorations importantes sont survenues en écriture entre 1994 et 1998 chez les élèves francophones de 13 ans du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, ainsi que chez les élèves de 16 ans du Nouveau-Brunswick.

Les élèves de 13 et 16 ans de la minorité anglophone du Québec ne rencontraient toutefois pas les mêmes difficultés que ceux des minorités francophones en lecture et en écriture. Leurs résultats étaient plutôt comparables à ceux des anglophones du Canada lors des évaluations nationales de 1994 et 1998.

Des laboratoires extra-terrestres non identifiés ?

MICHEL RAYMOND

St-Paul

Pour des raisons religieuses, culturelles, sociales ou pénales nous avons encore, sur terre, des sociétés dont les coutumes font frémir. La castration, l'émasculation, l'excision, la circoncision, la coupe d'oreilles ou de mains (des voleurs) dans certains pays subsahariens et ailleurs, la bastonnade et la lapidation... tous ces gestes sont monnaie courante de nos jours dans certaines civilisations.

Est-ce que ces coutumes «civilisées» influencent les extra-terrestres qui viennent, semble-t-il, nous visiter de temps à autre et qui mutilent, à leur tour, certains êtres vivants de notre planète? À moins qu'il ne s'agisse de démoniaques rituels de cultes sataniques, de savantes recherches occultes menées par des compagnies anonymes, d'études en biologie sous la tutelle de services gouvernementaux locaux ou étrangers, de récoltes monnayables de tissus d'animaux ou des actions d'astucieux plaisantins psychotiques qui veulent faire croire à des interventions surnaturelles. Les questions sont posées et la majorité des personnes qui ont vu ces nombreuses mutilations d'animaux, la stérilité du sol et les radiations qui les entourent, sont perplexes et les explications scientifiques sont en suspens.

Depuis cinq ans, Monsieur Fernand Belzil, de St-Paul, est le témoin oculaire «spécialisé» de ce phénomène de mutilations d'animaux. On l'appelle de partout, on lui envoie des photos d'animaux morts mystérieusement, on l'invite à donner des présentations, on lui demande des échantillons, on fait des recherches avec ses trouvailles, on lui pose une multitude de questions, bref on fait appel à ses services puisqu'il est le seul, actuellement, au Canada à s'intéresser sérieusement à ces énigmes.

Fils d'Ernest Belzil qui s'est installé dans un «Homestead» à quelques kilomètres de St-Paul, en 1909, Fernand a pris la relève de la production agricole familiale et, avec le temps, a monté avec sa famille, une entreprise qui a déjà couvert jusqu'à 10 quarts de sections. Le cheptel bovin de race pure qu'ils ont capitalisé au fil des ans lui a donné des notions approfondies des animaux. Les nombreux trophées qu'il a accumulés lors d'expositions agricoles tant au Canada qu'aux États-Unis couronnent ses efforts et justifient sa compréhension du monde animal.

Les animaux, c'est son domaine.

En 1995, un fermier de Medow Lake, au nord ouest de la Saskatchewan, désespéré d'avoir perdu une dizaine de bœufs, mutilés mystérieusement, compose le 1-800-SEE-UFOS de St-Paul et explique le phénomène dont il est victime. On fait appel à Fernand Belzil qui se rend sur les lieux et constate avec stupeur d'étranges mutilations. Son œil averti lui indique que ces mutilations ne sont pas normales. Les coyotes, les loups ou les autres prédateurs ordinairement connus dans les exploitations agricoles ne mutilent pas les animaux de cette façon. Les entailles sont trop précises pour avoir été faites par des prédateurs affamés.

Sceptique, M. Belzil retourne chez lui et commence une longue interrogation qui n'a pas fini de le tenailler encore aujourd'hui. C'est le début d'une recherche méticuleuse qui l'a amené à contacter des spécialistes soit par téléphone soit par Internet. Petit à petit, il a accumulé une documentation photographique et littéraire impressionnante.

Depuis cinq ans, il a vu près d'une quarantaine d'animaux mutilés. Il a reçu une trentaine de photos et de rapports de fermiers qui expliquent le même phénomène dans leur ferme. Que ce soit en Australie avec les moutons, en Colombie Britannique avec un bison ou une vache (à Dawson Creek), un orignal près de Pincher Creek (au sud de l'Alberta), un Wapiti à Maid Stone (Saskatchewan), une vache au Manitoba, un cheval près de Saskatoon et un chien près de St-Paul, tous ces animaux ont reçu le même traitement de coupures et d'incisions «plus précises» que celles faites avec un bistouri, explique M. Belzil. Les dernières mutilations dont il a été le témoin se sont produites en juin 1999, à Speers (Saskatchewan), en juillet et septembre 1999 (près de St-Paul), alors qu'une vache et deux taureaux ont été trouvés sans vie, victimes du même genre de mutilations.

Ces mutilations sont sensiblement partout pareilles. «Les coupures sont d'une précision parfaite explique M. Belzil. On dirait qu'elles auraient pu être faites à l'aide d'un laser. Même avec un bistouri, on ne peut pas couper les poils des animaux avec autant de netteté. Ça prend un instrument plus sophistiqué pour effectuer des incisions si précises et si nettes» ajoute-t-il. De plus, ce sont toujours les mêmes organes qui disparaissent: le rectum, l'utérus, la langue, les yeux (un seul par animal), le pénis, le scrotum et les oreilles (une seule par animal). Un animal a eu une partie de l'épaule coupée. Enfin, sur beaucoup d'animaux, des tailles précises délimitent une section ventrale et une ablation de l'épiderme laisse au grand jour les organes sous cutanés intacts. Toutes ces mutilations ne laissent presque pas de trace de sang comme s'il y avait cautérisation instantanée. De plus, souvent autour de ces animaux, M. Belzil, a constaté une forte radiation de micro-ondes et la végétation environnante cesse de croître pendant plusieurs mois. Un autre phénomène inexplicable ajoute M. Belzil, c'est qu'aucun prédateur naturel ne s'approche de ces animaux morts, laissés dans la nature. Enfin, le poil de ces animaux qui est en contact avec le sol, forme des figures circulaires comme si ces animaux avaient tourné sur eux-mêmes.



(Fernand Belzil)

Une des nombreuses photos prises par M. Belzil au cours d'une de ses visites.

La National Institute for Discovery Science Animal Pathology Research (NIDS) à Las Vegas reste en perpétuel contact avec M. Belzil et, au signal de ce dernier, un vétérinaire de cette institut, sera dépêché la journée même à l'endroit d'une prochaine découverte d'animal mutilé.

Le BLT (Burk, Levengood, Talbot) de Cambridge, Massachusetts est un bureau de recherche en biologie chez qui M. Belzil a déjà envoyé des échantillons pour analyse. Dans leur rapport, ces biologistes expliquent qu'il y a un taux fort élevé de radiation sur le prélèvement des échantillons analysés.

Enfin, le Dr James R. Butler, Professor, Conservation Biology, Parks, Wildlife, and Environmental Interpretation, à la *University of Alberta*, veut travailler en étroite collaboration avec M. Belzil et est fortement intéressé à voir sa présentation.

Après une présentation à Vancouver, M. Belzil donnera une conférence à St-Paul les 7, 8 et 9 juillet prochain. Les intéressés doivent composer le 1-800-SEE-UFOS.

Des «ateliers nouvelle chanson» réussis à Plamondon!

JOËL LAVOIE
Plamondon

Les 25, 26 et 27 février derniers, l'ACFA de Plamondon - Lac La Biche, la Société du gala albertain de la Chanson et le Centre de développement musical, ont joint leurs efforts pour offrir « Les Ateliers nouvelle chanson à Plamondon ».

Le concept des «Ateliers nouvelle chanson» a été mis sur pied par le Centre de développement musical. Le but de ces ateliers est de faire vivre une expérience de scène aux candidats choisis pour le gala albertain de la chanson en plus d'assurer une relève pour l'avenir.

Du vendredi au samedi, les artistes ont travaillé avec les formateurs du Centre de développement musical pour développer leur talent en composition et en chant, en plus de travailler leur présence sur scène. Ils ont ensuite travaillé avec l'orchestre du gala albertain de la chanson sous la direction de Robert Walsh afin de préparer un spectacle.

C'était une première expérience du genre à Plamondon. Susette Ménard, Simone Cadieux et Lynn Andronyk ont joint leur talent à quatre des candidats du gala: Guillaume Bois, Tracy Gauthier, Johanne Thibeault et Patricia Gareau Delisle, pour offrir un spectacle de haute qualité dans le cadre de la cabane à sucre de Plamondon.

Le résultat de ce partenariat fut apprécié par les 200 personnes venues profiter du beau temps et du sirop d'érable de la cabane à sucre de l'ACFA de Plamondon - Lac La Biche.



Photo: Denise Lavallée

De g. à dr. on retrouve Lynn Andronyk, Susette Ménard, Simone Cadieux et Tracy Gauthier.

ÉDITORIAL

La loi 11

Depuis quelques mois le gouvernement albertain tente de nous rassurer sur les changements qu'il veut opérer à notre système de santé publique. Mais la tâche est difficile. En effet, la loi de 20 pages déposée dernièrement en chambre est la troisième tentative du genre. Un vieux proverbe ne dit-il pas: «jamais deux sans trois». Au moins, maintenant les détails de la loi 11 sont à notre disposition. Mais malgré cela, le doute sur les motifs du gouvernement albertain subsiste.

On rappellera simplement que la nouvelle législation propose que des cliniques privées assurent certains services comme le remplacement de hanches qui seront payés par les fonds publiques. Selon M. Klein, de telles mesures permettraient de régler le problème des listes d'attente et des salles bondées de monde. La loi met certes en avant les cinq principes qui régissent la loi canadienne sur la santé. Toutefois, même si la première clause bannit un système de santé privé à l'américaine, la deuxième clause quant à elle, assure la mise en place de ce qu'on appelle en anglais des « surgical facilities » qui seraient privées. C'est au ministre de la Santé que reviendra la responsabilité d'approuver ces nouveaux services. Il sera le seul juge dans cette affaire puisqu'aucun recours judiciaire ne sera possible.

Pourquoi s'obstiner? Pourquoi une telle intransigeance? Pourquoi donner tant de pouvoir au ministre de la Santé? En outre, rien ne sera mis en place pour assurer une surveillance serrée de ces cliniques privées en cas d'abus. Reste que, face à cette loi, nous avons nettement l'impression que le gouvernement joue surtout sur les mots. Qu'elle différence existe-t-il entre des cliniques privées et des services chirurgicaux privés (surgical facilities)? La différence s'exerce-t-elle dans l'étendue des services? Il est clair aussi que le gouvernement provincial tient à ce projet comme à la prunelle de ses yeux et pour ce faire il est prêt à en bâillonner l'opposition. Mais pourquoi refuser de voir que les Albertains ne pourront juger de la pertinence du système proposé que quand le système actuel recevra les fonds adéquats pour un meilleur fonctionnement. Faire l'inverse relève réellement d'une certaine malhonnêteté intellectuelle. Après lecture des différentes clauses, on peut en conclure qu'on laisse véritablement la porte ouverte à un système de santé à l'américaine.

Outre le fait d'envoyer des copies de la loi 11 dans les foyers albertains, le gouvernement devrait aussi y inclure la loi canadienne sur la Santé car ainsi les gens pourraient se lancer dans une étude comparative et pourraient ainsi mieux juger de la pertinence de la nouvelle loi. Reste à espérer que les citoyens et les citoyennes de notre province prendront le temps de lire le document mais surtout qu'ils prendront le temps de poser les questions nécessaires au gouvernement provincial, de crier haut et fort leur mécontentement, si mécontentement, il y a. C'est le seul recours démocratique que le gouvernement provincial daigne encore nous accorder.

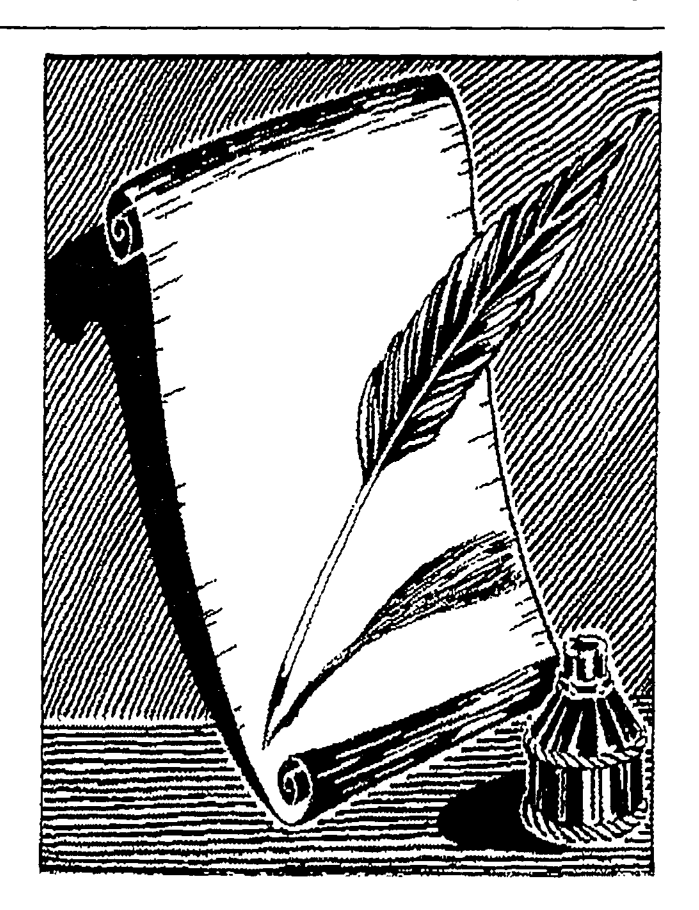
Nathalie Kermoal



COURRIER DES LECTEURS

Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.



Directrice: **Nathalie Kermoal**
Adjointe Admin.: **Micheline Brault**
Infographiste: **Charles Adam**
Journaliste: **Raymond Laroche**

267, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7E3
Téléphone : (613) 241-5700 cu 1-800-267-7266
Télécopieur : (613) 241-6313

Fondation Donatien Frémont, Inc.

OPSCOM
OPSCOM est l'unique agence de représentation médie affiliée au réseau APF

OFFICE DE LA DISTRIBUTION CERTIFIÉE ODC inc
ODC

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. *Le Franco* est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.

Le Franco
#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 780-465-6581 télécopieur: 780-469-1129
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Correspondants:

Calgary
Suzanne de Courville Nicol
Alain Bertrand
Centralta
Denise Hart
Fort McMurray
Hélène Flamand
Grande Prairie
Alyre Morin
Bonnyville/Cold Lake
Michel Raymond
Kananaskis
Jean-Francois Brulotte
Plamondon
Joël Lavoie
Denise Lavallée
Red Deer
Serge Gingras
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Michele Routier
Sophie Charbonneau

Coleen Klein répond à l'appel

SUZANNE DE COURVILLE NICOL

Calgary

Madame Colleen Klein, femme du premier ministre, a la jeunesse albertaine à coeur et se dévoue de différentes façons pour elle, depuis plusieurs années. C'est donc sans surprise qu'elle a accepté l'invitation de La Fondation *Jeunesse, J'Écoute* de siéger au sein de cet organisme national, à titre de « bienfaiteur honoraire » (Honorary Patron) pour la province de l'Alberta. « Pourquoi accepter? C'est très simple. Parceque c'est pour les enfants. » dit-elle.

La Fondation *Jeunesse, J'Écoute* a pour mandat de venir en aide aux jeunes. Elle offre un service national d'aide et d'aiguillage téléphonique à l'intention des enfants et des adolescents en situation de crise ou qui sont simplement à la recherche d'une oreille attentive à laquelle ils peuvent confier leurs problèmes, discuter de leurs inquiétudes et trouver des solutions, c'est le seul service bilingue de ce genre au pays.

Photo: Suzanne de Courville Nicol


Coleen Klein en compagnie d'ambassadeurs de jeunesse j'écoute à Calgary

Confidentiels et anonymes, les services offerts par *Jeunesse, J'écoute* sont assurés par des professionnels rémunérés, possédant une expérience dans les domaines de l'aide à la jeunesse, des services de santé mentale et d'intervention en situation de crise. La ligne sans frais Jeunesse, J'écoute «Kids Help Phone» 1-800-668-6868 fonctionne 24 heures sur 24, 365 jours par année et répond à environ 800 appels par jour provenant de jeunes âgés entre 4 et 19 ans de partout au Canada.

Les intervenants et intervenantes ne disent pas aux jeunes quoi faire, mais leur fournissent plutôt les outils nécessaires, les pistes qu'ils peuvent suivre, afin de prendre leurs propres décisions - ce qui est très important dans leur processus d'affirmation.

En 1998, *Jeunesse, J'écoute* a répondu à environ 288 000 appels provenant de quelques 3 000 localités urbaines et rurales du Canada. La plupart des appels (deux sur trois) sont relativement brefs et peuvent être classés dans plusieurs catégories, soit: les urgences, (suicide, par ex.), qui exigent une intervention immédiate; les demandes d'aiguillage; de simples demandes de renseignements; les appels interrompus; les appels silencieux et les appels de «mise à l'épreuve» (le jeune met à l'épreuve la fiabilité et la confidentialité du service sans dévoiler ses problèmes). Il faut souvent plusieurs appels avant que l'enfant ait le courage de se confier.

Un site Internet bilingue, lauréat de nombreux prix (jeunesse sympatico.ca) est aussi très utilisé. Inauguré en 1996, ce site reçoit environ 4 000 visites par jour.

Jeunesse, J'écoute dépend entièrement de l'appui généreux de particuliers et d'entreprises. Elle ne reçoit aucune aide financière du gouvernement ou de Centraide. Les fonds de démarrage et une partie importante du financement actuel proviennent des commanditaires-fondateurs de la fondation; la Banque de Montréal (qui finance également le programme «La jeunesse ambassadrice»), Bell Canada (qui soutient financièrement le site Internet), Nestlé Canada et Parmalat Canada. Pour cette occasion, l'Association canadienne de patinage artistique s'ajoutait à cette liste de commanditaires officiels incluant Boston Pizza International Inc.,Thrifty's et Zellers Inc.

Nicole Cordeau et Wayne Chu, deux adolescents de 17 ans, membres de l'équipe «Jeunesse ambassadrice» qui s'adresse aux écoles de Calgary, et visant à sensibiliser les jeunes aux services qui leurs sont offerts par *Jeunesse J'Écoute*, présentaient Sébastien, la nouvelle mascotte. À la jeune ambassadrice Krystle Glydon revenait l'honneur de remettre la première épinglette d'Ambassadrice Communautaire à madame Klein. Dernièrement, elle inaugurait un tout nouveau centre pour la région d'Edmonton.

On peut accéder aux services bilingues au numéro sans frais 1-800-668-6868 ou par Internet à l'adresse électronique: jeunesse sympatico.ca

Quand Hippocrate et Sainte Apolline parlent français *

MICHEL RAYMOND

Bonnyville

Que ce soit en pharmacologie, en médecine ou en dentisterie, c'est souvent en français que ça se passe, à Bonnyville.

Les trois composantes les plus connues du domaine de la santé dentaire sont l'hygiène dentaire, la dentisterie et l'assistance dentaire. Les services qui découlent de ces trois domaines sont appuyés par des spécialistes francophones au *Lake Centre Dental Clinic* et au *Bonnyville Dental Clinic*. Que ce soit avec Paulette, Chantal, Doris ou Bernadette les gens de Bonnyville peuvent s'y exprimer en français. Les soins infirmiers (à domicile) sont assurés par Annette, Lorraine et Nicole qui en plus d'un traitement exceptionnel auprès des malades, s'expriment aussi en français au *Bonnyville Health Unit*. On assure, en outre, des services en français au *Bonnyville Municipal Ambulance* avec Luc, Thérèse, Johanne, Claudette et Joanne. Yvonne et Marty, travailleurs sociaux vous répondront en français au *Alberta Family & Social Services*. Enfin, si vous avez besoin de comprimés d'acide acétylsalicylique, trois francophones, Paul, Shane et Denis vous indiqueront, où trouver ces petites pilules à la pharmacie du *Clinic Dispensary* et au Tellier's *Value Drug Mart*. Et si toutefois vous avez de gros malaises, c'est à Madame Cécile Lavoie, médecin, que vous devrez vous adresser si vous voulez en faire des descriptions en français.

Originaire de Legal, Madame Lavoie exerce la médecine à Bonnyville depuis douze ans. Diplômée de la *University of Alberta*, c'est à cette même université qu'elle a rencontré son époux, Denis Lavoie, pharmacien, natif, de St-Paul.

«Si nous nous sommes installés à Bonnyville, explique-t-elle, c'est parce que cette municipalité ressemble un peu, par sa taille, à ma petite ville natale. Ce n'est pas une grosse municipalité, c'est chaleureux et les gens sont très accueillants. De plus, nous pouvons envoyer nos enfants dans une école française».

Seule «femme médecin» dans la région, Madame Lavoie reçoit des patients et surtout des patientes qui viennent d'aussi loin que Ste-Lina, St-Paul, Elk Point et Cold Lake, un territoire d'un périmètre d'environ 400 kilomètres.

«Les besoins de services médicaux en français sont grands dans notre région. Par exemple, parmi les nouvelles familles québécoises mutées à la base militaire de Cold Lake, plusieurs ne parlent pas anglais. Elles font donc appel à mes services et elles s'ajoutent à une clientèle déjà très nombreuse. Je voudrais bien exercer la médecine en pratique fermée, c'est-à-dire ne plus prendre de clients, mais la demande est trop forte et c'est très difficile de dire non».

Pour sa part, son mari Denis, explique qu'un peu plus de 50% de la clientèle qui se présente à sa pharmacie est francophone surtout chez les personnes d'un certain âge. De plus, et parce qu'il est bilingue, une compagnie pharmaceutique lui a déjà demandé d'adapter en français, des textes explicatifs anglais.

Bonnyville, au prorata de sa population résidente, ne serait-elle pas la capitale des services de santé en français, en Alberta?

**** Hippocrate: médecin de l'antiquité dont l'éthique a inspiré le serment que prêtent encore, de nos jours, les nouveaux médecins. On attribue à Sainte Apolline une prière thérapeutique contre les maux de dents.***

Régional en bref

Calgary

Le nouveau conseil scolaire francophone embauche un directeur général

Le Conseil scolaire francophone du Sud de l'Alberta a annoncé l'embauche du Dr Richard Slevinsky, au poste de directeur général par intérim effectif le 1er mars dernier. M. Slevinsky est natif de Saint-Paul en Alberta et détient une excellente formation universitaire. Il a complété une maîtrise en administration scolaire et un doctorat traitant de l'éducation francophone en milieu minoritaire, et cumule 22 années de service dans le domaine de l'éducation française. «Son expérience comme directeur d'école, et ses nombreuses années d'expérience dans le domaine du perfectionnement d'enseignants et de directions d'écoles, seront d'une très grande utilité pour le Conseil dans sa préparation pour gérer ses écoles» a déclaré la présidente Ghislaine Pilon.

Edmonton

Premier Colloque des agriculteurs et agricultrices francophones en situation minoritaire

Un premier *Colloque des agriculteurs et agricultrices fran-cophones en situation minori-taire* aura lieu du 16 au 18 mars prochain dans la région immé-diate de la Capitale nationale, Ottawa. Des agriculteurs de tous les coins du pays se donnent rendez-vous justement pour créer un réseau servant à faciliter le partage d'information et relever leurs défis communs. La Chambre économique de l'Alberta (La CÉA) a collaboré à ce projet et aidé à trouver des couples d'agriculteurs intéressés à faire partie de la délégation franco-albertaine. Les repré-sentants de l'Alberta seront Claude et Marie-Jeanne Brousseau de Saint-Vincent, Louis et Gabrielle Tellier de Bonnyville et Richard Lavoie de Saint-Isidore. Selon le président de la CÉA, M. Camille Bérubé, il est important que les agriculteurs et agricultrices francophones de tous les coins du pays se regroupent et partagent leurs expériences et leurs problèmes. «Il est surtout très important qu'ils travaillent ensemble à trouver des éléments de solutions à ces problèmes qui frappent le monde agricole non seulement au Canada mais à l'échelle mondiale. Ils auront l'occasion au cours de ce premier colloque, de se doter d'outils qui leur permettront de se développer et d'améliorer leur qualité de vie, » déclarait M. Bérubé.

Premier rapport intérimaire de l'écosystème des rivières du nord

Le ministre de l'Environnement du Canada, David Anderson, le premier ministre et ministre des Ressources, des Espèces sauvages et du Développement économique des Territoires du Nord-Ouest, Stefen Kakfwi, et le ministre de l'Environnement de l'Alberta, Gary Mar, ont rendu public aujourd'hui le premier rapport d'étape de l'Initiative de l'écosystème des rivières du Nord (IERN). Lancée en 1998 et issue de la coopération entre trois gouvernements, l'IERN est une initiative de cinq ans qui répond aux recommandations de l'étude des bassins hydrographiques du Nord. Tant en matière de politiques que de recherches scientifiques, diverses mesures ont été prises à la suite de cette étude pour protéger les rivières du Nord. Ce rapport souligne les progrès accomplis jusqu'à présent en regard des engagements pris par les gouvernements, ainsi que les défis que cette initiative doit continuellement relever. On peut se procurer un exemplaire du rapport en se rendant sur le site Web du ministère de l'Environnement de l'Alberta à http://www.gov.ab.ca/env/water.html, et en cliquant ensuite sur *Other water related information.*

Francophonie Jeunesse de l'Alberta a une nouvelle directrice générale

Le Conseil d'administration de Francophonie jeunesse de l'Alberta annonçait dernièrement la mise en place d'une nouvelle équipe. Madame Renée Lévesque occupera le poste de directrice générale à partir du 13 mars. Elle détient un baccalauréat en loisirs de l'Université de Moncton (N-B). Madame Lévesque est coordonnatrice des activités culturelles à l'école Maurice-Lavallée depuis trois ans. Elle s'est notamment impliquée aux Jeux Francophones de l'Alberta, aux Jeux Francophones du Nord et de l'Ouest et aux Jeux de la Francophonie canadienne au niveau culturel. Depuis le 31 janvier, Madame Nancy Saint-Pierre remplit les fonctions de secrétaire-réceptionniste. Originaire de l'Abitibi (Qué) elle est diplômée de l'Université Laval (Qué). Madame Mylène Deschênes s'est jointe quant à elle à l'équipe le 24 janvier dernier en tant que coordonnatrice de projets. Elle est bachelière en récréologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières et dirigeait un centre de loisirs pour adolescents depuis quatre ans avant son arrivée à Edmonton l'an dernier.

L'Association des professeurs de l'Alberta reçoit John Ralston Saul

Le 13 avril prochain, l'Association des professeurs de l'Alberta (Alberta Teacher's Association) reçoit l'écrivain de renommée internationale John Ralston Saul à l'hôtel Westin d'Edmonton à compter de 19h30. Il partagera à cette occasion sa vision de l'éducation publique. Dans un de ses livres, *The Doubter's Companion,* Saul affirme que l'éducation publique est «l'élément le plus important dans le maintien d'une société démocratique». M. Saul a reçu en 1996 le Prix littéraire du Gouverneur général du Canada pour son livre *The Unconscious Civilization,* et est un auteur canadien reconnu. Le nombre de sièges est limité. Pour plus d'informations, contactez la Alberta Teacher's Association's Public Education Action Center au 447-9400, ou pour l'extérieur d'Edmonton, le 1-800-232-7208.

Une nouvelle chorale à Edmonton

Une nouvelle chorale a vu le jour dernièrement à Edmonton, soit la chorale «Mélodie d'amour». C'est un projet qui a été mis sur pied conjointement par la Fédération des aînés franco-albertains en collabora-tion avec Alliance chorale Alberta et le regroupement des aînés de la région d'Edmonton (RARE). Le groupe est composé de 40 personnes, hommes et femmes, venant de tous les coins de la ville. C'est par l'inter-prétation de chansons d'autre-fois qu'elle entend transmettre sa culture francophone et créer des liens de solidarité avec toute autre communauté francophone. M. Léonard Douziech en est le chef de coeur, et M. Denis Magnan l'accompagnateur.

Lethbridge

Cabane à sucre à Fort Whoop-up

Le festival de la Cabane à sucre aura lieu le dimanche 19 mars de 12h00 à 16h00 au Fort Whoop-Up. Danses et jeux sont au programme. D'ailleurs, les artistes/musiciens, Les Bûcherons seront là pour divertir petits et grands avec leurs chansons traditionnelles. Pour plus d'information, appelez l'ACFA régionale de Lethbridge au 328-8506 ou au Fort Whoop-Up au 329-0444.

Marc Dupré à Edmonton dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie

RAYMOND LAROCHE

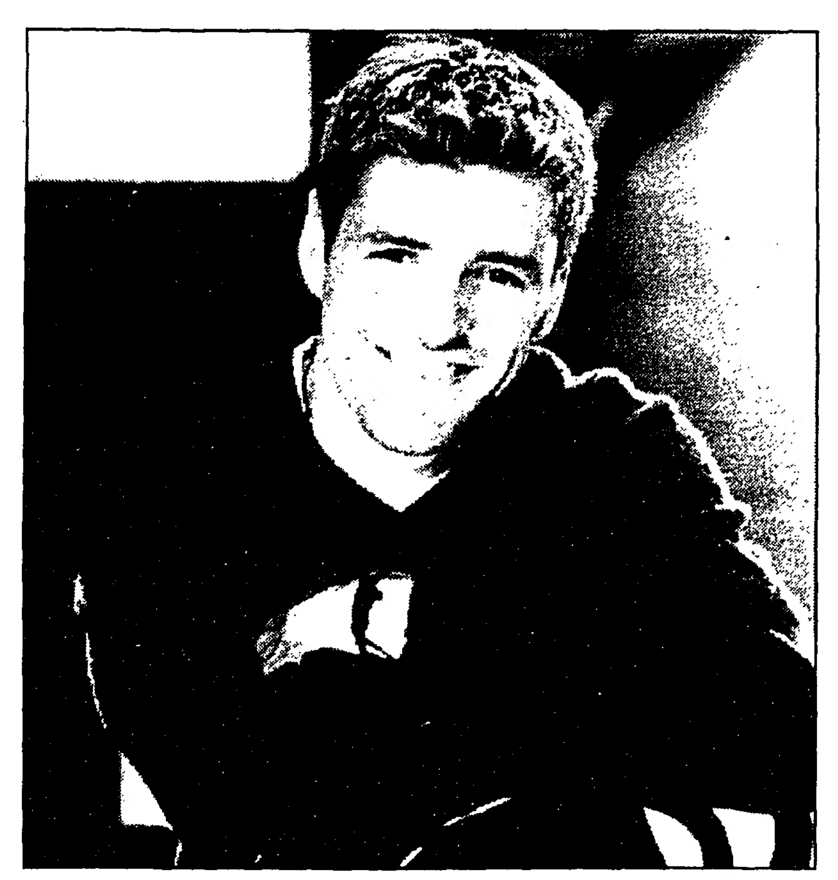
Edmonton

C'est sous le thème de «Notre francophonie en personne» que les Rendez-vous de la Francophonie ont misé cette année pour souligner les personnages, connus et méconnus de la francophonie au pays. De retour pour une deuxième année, les Rendez-vous mettront en vitrine plus de 600 activités et célébrations de partout au pays se déroulant entre le 13 et le 26 mars 2000, et tout au long de l'année qui vient.

Plusieurs municipalités canadiennes se sont impliquées dans les Rendez-vous. Entre autres, les drapeaux des communautés francophones seront hissés à Saskatoon, Régina et Edmonton. Plusieurs communautés ont choisi de se réunir et d'organiser une grande fête pour la venue dans leur région du porte-parole des Rendez-vous, Marc Dupré. À titre de porte-parole, il offrira une série de spectacles aux communautés francophones et aux francophiles de sept villes canadiennes. Marc Dupré est un passioné d'imitation depuis longtemps, mais sa carrière a pris son envol en 1994 alors qu'il a assuré la première partie des spectacles de Céline Dion du Québec jusqu'à Paris. Son premier spectacle solo a été présenté plus de 200 fois, et a été vu par plus de 150 000 personnes. Ce fut un tel succès que ça lui a valu, ainsi qu'à son équipe, quatre nominations au Gala de l'Adisq, soit: la révélation de l'année: le spectacle de l'année/humour; mise en scène de l'année; et la sonorisation de l'année.

«Il y a longtemps que je souhaitais faire un spectacle en français et de produire de nouvelles imitations d'artistes francophones venant de partout. J'ai beaucoup d'idées et j'apprendrai énormément des gens de toutes les villes que je visiterai, des artistes et des chansons qu'ils aiment» de dire Marc Dupré.

Son passage se fera à Edmonton le 14 mars prochain, alors qu'il se produira sur la scène de l'auditorium de la Faculté St-Jean, à compter de 20h. Pierre Sabourin et Robert Walsh assureront la première partie du spectacle.



L'appel des Rocheuses

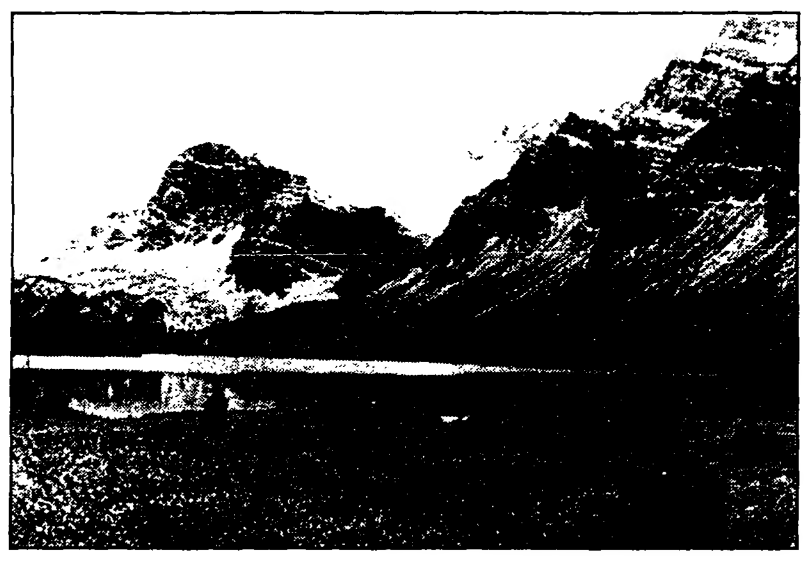


Photo: Yolande Doucet

JEAN-FRANÇOIS BRULOTTE

Kananaskis

Beaucoup de francophones de l'Est du pays quittent leur patelin pour tenter l'aventure de l'Ouest Canadien et surtout des montagnes Rocheuses. Nous avons tenté de trouver les raisons qui poussent ces francophones à venir joindre le rang des Franco-Albertains.

Les Rocheuses sont un paradis renommé et rêvé par plusieurs amateurs de ski, de planche à neige et d'escalade. Pour Patrice Cloutier, un natif de Delson (Québec), ça faisait longtemps qu'il était intéressé à venir vivre par ici. Il adore la région et un jour, il pense même s'acheter une maison ici. Pour d'autres, comme Johanne Ratthé et Valéry Beaulieu, toutes deux anciennement de la région de Montréal, l'aventure a commencé par un voyage et elles sont tombées en amour avec l'Ouest canadien.

La force économique de l'Alberta offre beaucoup d'opportunités d'emploi. Plusieurs sont épuisés de faire face au fardeau fiscal et politique actuel du Québec. Yvette et André Fitz-Morrice, anciennement de l'Outaouais, déplorent cette situation. «Il n'y a pas assez de travail là-bas et nous étions tannés de nous faire dire qu'on étaient trop vieux à 40 ans». Ici, ils ont réussi à trouver du travail à l'année. Aussi, ils étaient désireux d'apprendre l'anglais, tout comme Geneviève Collard de Drummondville (Québec).

Aussi, la majorité des nouveaux arrivants avait besoin de changer d'air. Marc Cormier de Moncton (Nouveau-Brunswick) voulait déménager en Alberta. «Je ne pouvais pas vivre plus longtemps au Nouveau-Brunswick. Je devais partir. J'ai donc postulé pour différents emplois avec un ami dans différents hôtels du Canadien Pacifique. En plus, j'avais besoin de vivre dans un grand parc. Ici, il y a toujours de quoi à faire dehors.»

Que pensent-ils de leur avenir? Tous s'entendent pour dire qu'ils pensent rester encore longtemps en Alberta. «Je ne me sens plus chez-nous au Québec. J'y suis retourné après 4 ans et demi et je n'ai pas reconnu ma ville» a déclaré Patrice Cloutier.

Est-ce qu'ils s'ennuient de leur terre natale? Pas vraiment. «C'est les amis et la famille qui me manquent le plus, je m'ennuie également de la vie culturelle de Montréal », a déclaré Valéry Beaulieu. «Je m'ennuie de ne pas entendre parler francais couramment dans les rues» ajoute Johanne Ratthé. «J'ai aussi remarqué que plusieurs personnes sont gênées de dire qu'ils sont francophones à cause des chicanes politiques du Québec. En plus, il n'y a pas une semaine où il n'y a pas un article anti-francophone dans un des différents journaux de la province» déplorait malheureusement Yvette Fitz-Morrice.

(Fort Augustus) suite de la page 1...

entrecoupée avec les années par des lignes d'alimentation reliées à l'usine. Plusieurs mois seraient nécessaires aux archéologues pour en découvrir plus sur le site, mais il est situé en plein coeur du terrain où Epcor projette de faire ses travaux d'expansion.

Donc suite à cette découverte, la coalition du *Fort Augustus*, - qui comprend des représentants de la nation Pieds-Noirs, représentés par le chef Dwayne Goodstricker; de descendants des premiers Canadiens français en la personne de Lilianne Maisonneuve et de son frère qui sont de descendance directe avec Marie-Anne Gaboury, ainsi que la *ConCerv* par la voix de son président John Oxenford et son vice-président Ted Power,- a demandé que le site soit déclaré «site historique provincial», qu'Epcor arrête son projet d'expansion, et qu'un centre d'interprétation et un parc soient plutôt aménagés pour le bénéfice de tous les Albertains.

Pour la coalition, plusieurs faits historiques sont reliés à ce site. Les objets retrouvés confirment la présence de personnes y vivant il y a de cela 8 000 ans, puisque l'endroit permettait aux nations autochtones des Prairies de se rassembler. D'ailleurs un cimetière autochtone a été trouvé. En outre, le site a été fréquenté par les Métis, plusieurs des premiers voyageurs Canadiens français, ainsi que par d'autres explorateurs européens. C'est aussi là que la première famille canadienne-française dans l'Ouest résida pendant quatre ans, soit Jean-Baptiste Lagimodière et Marie-Anne Gaboury Lagimodière (1807-1811), grands-parents de Louis Riel, c'est même sur ce site qu'en 1905, le premier ministre Wilfrid Laurier inaugura la province de l'Alberta.

D'après le sondage qui a été mené par *ConCerv*, 90% des répondants disent vouloir être consultés quant aux décisions concernant cette partie de la vallée, tandis que 78% voudraient qu'Epcor étudie d'autres alternatives pour son projet d'agrandissement à l'usine Rossdale. «Le projet d'Epcor est le plus gros projet industriel jamais proposé dans le parc de la vallée de la rivière Saskatchewan, et la ville d'Edmonton n'a pas fait beaucoup d'efforts pour en informer les citoyens, ou encore, pour entendre leurs opinions» disait John Oxenford. Toujours selon lui, Epcor a admis qu'il y avait suffisamment de ressources énergétiques à Edmonton. «Plus d'énergie est nécessaire pour Calgary, mais il n'est pas urgent pour Edmonton de hâter ce processus, spécialement si c'est pour dégrader l'environnement de la région pour les 60 prochaines années». Le sondage démontre aussi clairement que plus les gens en apprennent sur l'histoire du site de Rossdale, moins ils sont enclin à supporter le projet d'Epcor.

Ce site a une très grande valeur symbolique, historique et économique, et les membres de la coalition de *Fort Augustus* estiment qu'en faire un site provincial historique serait un signe de reconnaissance envers toutes les générations d'Autochtones, de Métis, de Canadiens français et d'Européens qui ont contribué au développement de l'Alberta.

Annie Bourret
APF

Sur le bout de la langue

Petits jalons du français sexiste



Ma chronique se doit presque de traiter de féminisation des noms de métiers dans le cadre de la Journée internationale de la femme (8 mars). Le contexte dans lequel s'inscrit ce phénomène et la résistance sans précédent qu'il a connue me semblent assez instructifs pour vous valoir l'exposé qui suit.

Le premier point de repère digne de mention est la règle sur l'accord des adjectifs. En 1647, le grammairien Vaugelas décrète que le genre masculin, « étant plus noble », l'emporte sur le féminin. Désormais, il faut accorder l'adjectif au masculin dans la phrase « Un chat et 300 femmes sont heureux ». L'usage d'alors préfère « Un chat et 300 femmes sont heureuses », phrase dans laquelle « heureuses » qualifie le chat sans équivoque, selon la règle de la proximité.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, qui coïncide avec l'avènement de femmes occupant des professions traditionnellement masculines, il y a peu à dire en matière de français sexiste. Sauf peut-être l'attribution fréquente du féminin à des machines (*perceuse*, *cuisinière*) ou à la science (*médecine*), qui s'expliquerait par une idéologie dominante voulant que celles-ci soient au service de l'homme, rapportent les grammairiens Damourette et Pichon en 1911.

Est-ce pour cela que de nombreuses femmes françaises préfèrent conserver un titre masculin, au début du XXe siècle, lorsqu'elles détiennent un poste traditionnellement réservé à des hommes? Après la Première Guerre mondiale, la tendance à des tournures comme « Madame le docteur Louise Renaudier » ou « Maître Gisèle Martin, avocat » est ridiculisée par Damourette et Pichon (1927) qui les qualifient de dénominations « aussi attentatoires au génie de la langue qu'aux instincts les plus élémentaires ». Ils craignent alors que cet usage ne s'implante, et avec raison, d'après les commentaires des linguistes Brunot (1936) et Dauzat (1955).

Nous devons ce genre masculin « neutre » à la linguiste Durand (1949), dont l'usage est consacré en 1977, dans un décret autorisant l'accord d'un adjectif au féminin pour un sujet masculin. Voilà pourquoi on peut écrire « ***Le*** capitaine Prieur est ***enceinte*** » sans faire de faute... Lorsque, au milieu des années 1980, une commission de néologie française propose d'ajouter des *e* à des titres comme « députée », c'est en rappelant le point de vue de Durand que l'Académie française s'y oppose farouchement.

Durant les années 1990, l'opposition de l'Académie française devient presque véhémente. Déjà, elle dénonce publiquement depuis plusieurs années la féminisation pratiquée par « nos amis canadiens ». En 1994, c'est au tour de la Belgique d'être fustigée pour son décret sur la féminisation. La dernière salve de l'Académie française a lieu en 1997. Pour protester contre les quatre ministres du gouvernement français qui se font appeler « Madame la ministre », les Immortels n'hésitent pas à demander au président de la République Jacques Chirac de protéger la langue française, dans une lettre publique déclarant: « En français, l'espèce homme, ou le genre masculin, si l'on préfère, est du masculin. »

Leur point de vue ne gagne pas. Les dictionnaires Le Robert acceptent le féminin du mot *ministre*, de même que Larousse. En 1998, le gouvernement français décide officiellement d'utiliser les appellations féminines de noms de métier et publie en 1999 un guide s'inspirant largement des travaux canadiens (années 1980), que la Suisse (1989-1990) et la Belgique (1993-1994) ont également pris pour modèle.

On peut se procurer gratuitement le guide de rédaction non sexiste intitulé *À juste titre*, au site Web suivant: http://www.ofa.gov.on.ca/francais/indexfr.htm *(cliquer ensuite sur* Bibliothèque*).*

Envoyez vos commentaires par courriel à abourret@telus.net *ou à la rédaction du journal.*





La santé du coeur des femmes, protégez votre coeur après la ménopause

Bouffées de chaleur! C'est souvent ce qui vient à l'esprit des femmes lorsqu'elles entendent le mot ménopause - pas les maladies du coeur. Pourtant, à l'approche de la ménopause, il est important qu'elles commencent à penser à protéger leur coeur.

«Bon nombre de gens ignorent que les maladies du coeur sont la principale cause de décès chez les femmes et les hommes, explique le Dr. Selma Gayle Scott de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, une obstétricienne-gynécologue établie à Calgary. En fait, il y a plus de femmes qui meurent de maladies du coeur que de cancer du sein, de fracture de la hanche et de cancer de l'utérus réunis.»

Avant la ménopause, les femmes sont moins susceptibles de développer une maladie cardiovasculaire parce que l'estrogène protège leur coeur et leurs vaisseaux sanguins. Après la ménopause, cependant, leur risque rejoint celui des hommes en raison de la baisse d'estrogène. À l'âge de 65 ans, les femmes courent le même risque que les hommes du même âge.

Les femmes devraient chercher à se renseigner le plus possible au sujet de la ménopause et discuter avec leur médecin de leurs préoccupations, de leurs facteurs de risque et de mesures de prévention afin d'être en mesure de faire des choix-santé éclairés.

Réduisez votre risque

Voici ce que conseillent la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, la Fondation des maladies du coeur du Canada et la Société canadienne de cardiologie.

- Cessez de fumer - Si vous êtes une fumeuse de moins de 50 ans, votre risque de mourir d'une maladie du coeur est trois fois plus élevé que celui d'une non-fumeuse. Cesser de fumer est l'une des choses les plus importantes que vous puissiez faire pour votre santé et votre coeur.

- Perdez du poids - Le risque de crise cardiaque est trois fois plus élevé chez les femmes qui ont un excédent de poids que chez celles qui maintiennent un poids-santé. Demandez à votre médecin quel est votre poids-santé idéal et la meilleure façon de l'atteindre. Surveillez votre alimentation - Mangez des aliments variés. Réduisez votre consommation de gras et de sucre et ajoutez plus de fibres à votre régime alimentaire. Prenez suffisamment de calcium pour garder vos os forts et de vitamine D, surtout l'hiver.

- Restez active - L'exercice, c'est bon pour le coeur, le corps et l'esprit. Soyez active! Allez-y doucement au début : marchez, dansez, nagez. Votre corps a besoin d'exercices, et vous vous sentirez mieux dans votre peau après en avoir fait.

- Réduisez votre taux de cholestérol et de triglycérides - Suivez votre régime; mangez moins de gras, de sucreries et buvez moins d'alcool.

- Abaissez votre tension artérielle - Réduisez votre consommation de sel, d'alcool et perdez du poids. Si vous prenez des médicaments pour traiter votre tension artérielle, observez la posologie en tout point.

Pour plus d'information, consultez le site Web de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada : http://www.medical.org

Du nouveau dans notre famille!

Nous aimerions souhaiter la bienvenue dans notre équipe à la jolie petite Viktoria Adam, fille de Sylwia Izdebska et de Charles Adam, graphiste et webmestre du Franco



La prévention du suicide*

Marie-Josée Roy
Edmonton

Tout le monde, à un moment donné, a eu le cafard ou est passé à travers des moments de déprime que ce soit à cause du travail ou encore à cause du stress de la vie quotidienne. Certaines personnes souffrent de dépression ou de troubles de l'humeur mais on n'en connaît pas vraiment la cause. Pendant longtemps, on pensait que c'était surtout lié à des périodes difficiles dans la vie des gens ou à un blocage psychologique. Maintenant on sait qu'il s'agit d'un déséquilibre chimique dans le cerveau. Il est donc impossible de contrôler consciemment les troubles de l'humeur.

Les troubles de l'humeur, comme on les appelle, comprennent la dépression clinique, et d'autres états comme le trouble affectif bipolaire, le trouble anxieux et la névrose obsessionnelle. Ils peuvent être génétiques.

La dépression ne touche pas que les adultes. En effet, selon des études récentes, 8 pour cent des enfants d'âge préscolaire, 15 pour cent des autres enfants et jusqu'à 20 pour cent des adolescents souffrent de dépression clinique.

La dépression clinique ou majeure passe par au moins deux semaines de désespoir profond combiné à plusieurs symptômes associés comme:

- le bouleversement du sommeil (trop de sommeil ou l'insomnie) ou de l'alimentation,
- un manque d'énergie ,
- une mauvaise concentration,
- une perte d'intérêt pour les activités journalières,
- un repli sur soi,
- une tristesse aiguë ou une impression de vide,
- une démoralisation ,
- une anxiété,
- des reproches envers soi, auto-dépréciation,
- une apathie ou une agitation générale.

Il est important de reconnaître et de traiter les troubles de l'humeur. Ceux-ci peuvent être traités avec des antidépresseurs et de la thérapie. Non-traités, ils sont la principale cause de suicide et d'abus de drogues et d'alcool. En 1996, 3 941 personnes se sont suicidées soit environ 11 par jour. Le suicide est une des principales causes de décès parmi les adolescents. Les jeunes hommes et surtout les jeunes hommes autochtones sont les plus susceptibles de se suicider.

L'adolescence est un moment difficile. Il y a énormément de pression pour les jeunes à se conformer, à faire partie d'un groupe quelconque. Il faut avoir les bons vêtements, les bons amis, la bonne image, de l'argent, etc. et cela, au moment même où ils sont à la recherche de leur identité. Les jeunes qui ne rentrent pas dans ce moule sont écartés ajoutant encore à la pression.

Le comportement suicidaire est un long processus durant lequel les personnes essaient de réduire leur peine. Elles ont des désirs contradictoires entre mettre fin à leurs jours et donc à leur peine et vivre. Il faut savoir reconnaître les signes avertisseurs de suicide.

Si vous remarquez chez quelqu'un que vous connaissez des changements de personnalité ou d'habitudes ou encore si sa dépression semble s'accentuer, soyez vigilant. Il faut être à l'affût de signes tels que des comportements autodestructeurs ou une prise de risques inutiles. Un enthousiasme incontrôlé peut précéder une tentative de suicide surtout après une longue période de dépression. Il existe d'autres signes révélateurs comme par exemple, lorsque la personne fait don de ses biens, qu'elle lave tous ses vêtements, qu'elle change son testament ou dit qu'elle mettra fin à ses jours.

N'hésitez pas à demander à la personne si elle pense à se suicider. Poser la question ne lui donnera pas des idées suicidaires, c'est probablement la meilleure façon de l'aider. Essayez de déterminer si la personne a un plan, une méthode ou un moyen de se suicider. Accumule-t-elle des médicaments? A-t-elle une arme? Quand veut-elle poser le geste? Demain, la semaine prochaine, un jour?

Écoutez respectueusement. Si la crise semble aiguë, traitez-la comme une urgence. Ne laissez pas la personne suicidaire toute seule. Amenez-la chez le médecin ou à l'hôpital. Si la personne veut se faire du mal, la police peut intervenir et la faire interner. Des équipes d'intervention existent. Elles peuvent aussi faire admettre la personne à l'hôpital.

Pour plus d'information:

- Santé Canada à www.sante.gc.ca
- Vidéos sur le suicide disponibles par la poste auprès de l'audiothèque de l'hôpital Ste-Justine
- Association canadienne pour la santé mentale: www.icomm.ca
- *Mauve*, un cédérom primé sur la dépression et le suicide
- Alliance Nationale des Jeunes
- Jeunesse, j'écoute: 1-800-668-6868
- Diane Conway ACFA provinciale, pour une liste des professionnels d'expression française
- Dans la région de Rivière-la-Paix: Supportive Listening Program: Brigitte Boulianne 837-2220
  Services pour victimes (*Victims' Assistance Program*) ont du personnel bilingue
- Pour des services d'urgence: Consultez la deuxième page de la couverture de votre bottin téléphonique local pour obtenir les numéros d'urgence de votre localité ou composez le 911.

Vocabulaire:

Suicidal thoughts: idées suicidaires
Attempted suicide: tentative de suicide, geste suicidaire, tentative d'autolyse (terme médical)
To commit suicide: se suicider
Anti-depressant: antidépresseur
Peer pressure: pression à l'uniformité
Major depression: dépression majeure
Clinical depression: dépression clinique
Bipolar depression: dépression bipolaire
Autres expressions: être déprimé , avoir le cafard, broyer du noir, avoir les bleus

Événements santé pour le mois de mars

8-15 Semaine nationale de la sécurité à la ferme
13-19 Semaine de la sensibilisation au cerveau
21 Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Journée mondiale de l'eau
24 Journée mondiale de la tuberculose
28-2 avril Jours de la jonquille (sensibilisation au cancer)
Les mercredis de la santé à la Cité francophone sont annulés faute de participation.

***La page Santé est produite par le secteur Santé de l'ACFA provinciale.**

Journée internationale des femmes

8 mars 2000

Les marches du XXe siècle

Au fur et à mesure que les femmes mesurent leur force collective, leurs moyens de lutte se multiplient; aux marches, grèves et pétitions s'ajoutent les rassemblements, les défilés, les manifestations, etc. Avec la fin du siècle, semble se profiler un nouveau rapport au politique, plus inclusif à l'endroit des différents groupes de femmes, des communautés culturelles, des hommes, etc., mais aussi plus international.

Soulignons les marches et autres manifestations qui ont marqué le XXe siècle. 1922 est l'année de la première marche pour le droit de vote: des centaines de femmes y participent. Elle sera suivie de nombreuses manifestations jusqu'en avril 1940 alors que la loi reconnaissant le droit de vote aux femmes est enfin adoptée. Des militantes communistes de Solidarité féminine organisent plusieurs manifestations, dont celle du 25 juin 1937 qui réunit quatre cents femmes, pour protester contre les hausses de loyer, le chômage, le coût de la vie, etc.

Dans les années 1960, Thérèse Casgrain fonde la section québécoise de la Voix des femmes, qui organise une marche contre les armements nucléaires. Deux cents femmes s'enchaînent et manifestent dans la nuit du 29 novembre 1969 contre le règlement «anti-manifestation» de la Ville de Montréal. En 1973, c'est la première fête du 8 mars. De plus, le Regroupement des femmes québécoises organise des manifestations engagées. Entre 1979 et 1989, on assiste à plusieurs manifestations d'envergure pour le droit à l'avortement. En 1980, se réunissent quinze mille femmes du Regroupement national pour le Oui et, ailleurs, quatorze mille femmes qui font campagne pour le «Non». Une manifestation en souvenir des quatorze victimes de l'École polytechnique de Montréal a lieu en 1990. En 1995, 1996 et 1997, les femmes manifestent contre la pauvreté.

2000 bonnes raisons de marcher

Le 8 mars est une excellente occasion pour faire la lumière sur les conditions de vie des femmes, pour explorer davantage une problématique, pour créer des liens entre femmes ou encore pour sensibiliser l'entourage à des questions de condition féminine. La Journée internationale des femmes 2000 est ponctuée par les marches. Celle prévue en l'an 2000 et toutes celles qui ont marqué l'histoire des femmes. En effet, les marches et les manifestations, toujours pacifiques et souvent colorées, ont été des faits marquants de l'histoire des femmes.

Le 8 mars 2000 est prévu le lancement de la Marche mondiale des femmes (des marches auront lieu du 9 au 17 octobre prochain) sous le thème: «2000 bonnes raisons de marcher». Le Conseil du statut de la femme a choisi d'accompagner la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, et invite toutes les femmes à souligner la prochaine Journée internationale des femmes en se rappelant nos prédécesseures qui ont osé marcher devant les parlements, les dignitaires, qui ont manifesté contre les injustices et la pauvreté, et qui ont parlé au nom de toutes les autres pour une amélioration de leurs conditions de vie.

C'est à Beijing, en 1995, où se tenait la Quatrième conférence mondiale sur les femmes de l'Organisation des Nations Unies, que les femmes lancèrent l'idée de faire une marche mondiale des femmes en l'an 2000. Cet événement international mobilisera, ici et ailleurs, à peu près tous les groupes de femmes de même que de nombreuses autres qui marcheront à titre individuel. Les principales revendications de la marche mondiale des femmes de l'an 2000 sont l'élimination de la pauvreté par un partage des richesses plus égalitaire et l'élimination de la violence faite aux femmes.

Réclamations d'assurance : les changements climatiques feront-ils sauter la banque ?

(EN) Si l'on en croit les dernières tendances, les changements climatiques pourraient accroître à la fois le nombre et l'importance des remboursements d'assurance reliés aux conditions météorologiques. Les phénomènes météorologiques exceptionnels survenus de 1990 à 1995 ont entraîné 24 remboursements majeurs (dépassant chacun 4 millions $), alors qu'on n'a effectué que 11 remboursements analogues au cours des 5 années précédentes. Les changements climatiques étant susceptibles d'entraîner une recrudescence des conditions météorologiques exceptionnelles, le nombre de réclamations reliées à ces conditions pourrait augmenter considérablement à l'avenir.

‹Non seulement les phénomènes exceptionnels ont-ils été plus fréquents de 1990 à 1995, mais ils ont également eu des répercussions plus graves au niveau des dommages et des coûts›, affirme David Etkin du Service de l'environnement atmosphérique d'Environnement Canada. M. Etkin est coauteur avec Rodney White, de l'Institut pour l'étude de l'environnement de l'Université de Toronto, d'un document sur les changements climatiques, les phénomènes exceptionnels et leur incidence possible sur l'industrie canadienne des assurances.

L'ouragan Hortense qui a frappé la Nouvelle-Écosse en septembre 1996 a entraîné des réclamations d'assurance atteignant 3 millions en dollars canadiens. Au cours de la même année, il est survenu des inondations dans la région d'Ottawa-Hull, (dans ce cas, les sinistres assurés ont atteint 20 millions $), des tempêtes de grêle à Calgary et à Winnipeg (295 millions $) et l'inondation au Saguenay (350 à 400 millions $).

Selon les renseignements fournis par le Bureau d'assurance du Canada, les remboursements élevés d'assurance reliés aux risques naturels, versés de 1983 à 1996, ont été en bonne partie attribuables à la grêle (41 p. 100), aux tornades (23 p. 100), aux inondations (21 p. 100), aux tempêtes (8 p. 100) et au vent (6 p. 100). Depuis, la tempête de verglas qui a frappé Ottawa, Montréal et les régions avoisinantes en janvier 1998 a nécessité des remboursements d'assurance s'élevant à 1,44 milliard $. Le coût économique total de la tempête de verglas serait d'environ 4,2 milliards $. Les coûts non assurés sont élevés eux aussi et, pour certains phénomènes (notamment les inondations), ils dépassent largement les sinistres assurés.

La hausse des coûts assumés par l'industrie des assurances n'est pas seulement imputable aux risques naturels. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, y compris une plus grande concentration de gens et de biens assurés dans les zones urbaines et les villes côtières. Lorsqu'une tempête ou une inondation touche des zones habitées, il risque d'y avoir des

suite en page 7...

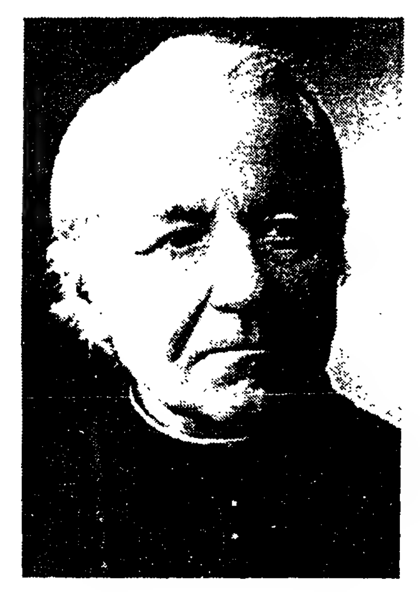
Les Rendez-vous de la francophonie

De retour cette année, les Rendez-vous de la Francophonie vous invitent à afficher vos couleurs et à célébrer la fierté francophone au sein de votre communauté. Le thème de cette année «La francophonie en personne» invite l'ensemble de la population canadienne à s'intéresser, en cette fin de millénaire, à quelques-unes des grandes personnalités francophones qui ont marqué notre histoire. Les activités des Rendez-vous de la Francophonie se dérouleront entre le 13 et le 26 mars 2000. Pour en savoir plus, consultez le site Internet: www.rendezvousfrancophonie.com/francais/



Père Albert Lacombe

Date de naissance: **13 juin 1827**
Ville: **Saint-Sulpice**
Province: **Québec**
Vocations: **fondateur, prêtre et pacificateur**


Photo: Archives de l'école Père Lacombe

Le père Albert Lacombe est né à Saint-Sulpice le 28 février 1827. Il est le fils d'Albert Lacombe et d'Agathe Duhamel. Il étudie au Collège de l'Assomption et est ordonné prêtre chez les Oblats le 13 juin 1849. Le jeune prêtre prend immédiatement la route de l'Ouest et travaille à Pembina dans le Dakota du Nord, de 1849 à 1851. En 1851, il rentre à Montréal et est nommé vicaire à Berthier. En mars 1852, il offre ses services à Mgr Alexandre Taché, nouvel auxiliaire de l'évêque de Saint-Boniface, et le suit jusqu'à Rivière-Rouge. C'est le début d'une grande aventure dans l'Ouest canadien.

En 1852, l'abbé Lacombe se rend à Edmonton, où il passe l'hiver au milieu des Cris et des Métis. En 1853, il s'installe à Lac-Sainte-Anne et, deux ans plus tard, il entreprend un long voyage au Petit-Lac-des-Esclaves. En 1858, il fonde la mission de Saint-Joachim au Fort Edmonton. En 1861, il fixe l'emplacement d'une nouvelle mission à Saint-Albert en Alberta. En 1864, il reçoit la mission d'évangéliser les Cris et les Pieds-Noirs, tribus amérindiennes de l'Ouest canadien. De 1865 à 1872, il parcourt la prairie et fonde, notamment, la colonie de Saint-Paul des Cris, à Brosseau en Alberta. Il agit aussi comme pacificateur dans les guerres entre Cris et Pieds-Noirs, et ouvre le premier moulin à farine à Saint-Albert. En 1872, on le nomme curé de Winnipeg (Fort Garry) et responsable de la colonisation au Manitoba. En 1875, il est envoyé dans l'Est du Canada et aux États-Unis pour y faire du travail de colonisation. En 1879, de retour au Manitoba, il est nommé vicaire-général de Saint-Boniface et, de 1880 à 1882, il s'occupe des ouvriers employés à la construction du chemin de fer du Canadien-Pacifique.

En 1882, il est premier curé de la ville naissante de Calgary. C'est en 1884 qu'il fonde l'école indienne de Dunbow, en Alberta. Il agit alors comme négociateur entre le Canadien-Pacifique et les Pieds-Noirs, qui s'opposent au passage du train sur leur territoire. Le Canadien-Pacifique lui en sera reconnaissant durant toute sa vie. En 1885, la Rébellion fait rage dans l'Ouest et le premier ministre du Canada fait appel à ses services pour pacifier les tribus amérindiennes. À Blood Reserve, il ouvre un hôpital en 1893 et une école en 1898. Il joue un rôle important dans l'établissement des écoles de l'Ouest. En 1900 et 1904, il se rend en Autriche rencontrer l'empereur François-Joseph, et en Galicie, en Europe de l'Est, pour discuter des intérêts religieux des Galiciens du Canada. En 1904, il s'installe à Pincher-Creek, qu'il appelle son « Ermitage Saint-Michel », où il demeure de longues années. En 1909, il s'occupe de l'organisation d'un hospice pour vieillards à Midnapore, le Lacombe Home, où il réside jusqu'à sa mort en 1916.

Les Amérindiens de l'Ouest le considéraient comme un frère et le surnommaient « l'homme au bon cœur », tandis que ses fidèles l'appelaient « notre vieux connaissant ».

Aujourd'hui, plusieurs sites géographiques, un grand nombre de monuments et édifices (dont le Château-Lacombe à Edmonton) et des sites historiques, portent le nom francophone de ce grand fondateur et pacificateur de l'Ouest canadien. Il fut inhumé dans la crypte de l'église de Saint-Albert.

Pour en savoir plus: Site Internet: http://www.csrcn.ab.ca/perelacombe/histoire.htm

suite de la page 12...

pertes humaines et économiques accrues. Quoi qu'il en soit, les changements climatiques présentent un défi supplémentaire pour l'industrie des assurances, car la tarification d'assurances est basée sur la probabilité, c'est-à-dire la mesure dans laquelle il est possible qu'un phénomène donné se produise. «Le problème, c'est qu'il est impossible de savoir exactement à quel moment ou à quel endroit les changements climatiques pourraient augmenter le risque que des conditions météorologiques exceptionnelles se produisent plus fréquemment», ajoute M. Etkin.

Facilité d'accès à l'information sur la gestion d'entreprise agricole au site Web du CCGEA

(EN) La Gestion agricole en direct est un site Web de plus en plus populaire auprès des gestionnaires d'entreprise agricole du Canada et du monde entier. Ce site, qui a été amélioré et agrandi récemment, peut être consulté à partir du site du CCGEA à <www.cfbmc.com> . Chaque jour, environ 1500 personnes visitent ce site, qui contient maintenant 4000 pages et présente plus de 2000 liens vers des sites Web de gestion d'entreprise agricole de par le monde.

Ce site est entièrement consacré à la gestion d'entreprise agricole et il existe dans les deux langues officielles. Il a récemment été doté de plusieurs moteurs de recherche internes puissants qui permettent aux usagers de repérer des renseignements plus rapidement qu'avant et avec plus d'exactitude. Par exemple, si vous êtes à la recherche d'un article qui a paru dans le dernier numéro de ce bulletin, vous pourrez le trouver rapidement grâce au moteur de recherche du GEA. Les moteurs de recherche facilitent également la navigation entre la section des liens et dans l'ensemble du site.

La Gestion agricole en direct est l'un des rares sites Web sur l'agriculture qui permet de télécharger des publications gratuites. La page des téléchargements gratuits présente de plus en plus de livrets en format PDF (portable document format) qui sont accessibles au moyen du programme de lecture gratuit Acrobat Reader.

Parmi les partenaires de ce site, notons Radio-Canada, qui produit un commentaire quotidien en audio réel (et parfois en vidéo).

LE FRANÇAIS, JE LE PARLE PAR COEUR!



Bruno et Alice

HUITIÈME ÉPISODE

Mon ami Bruno est sculpteur. En mars dernier, quand la météo a annoncé trois jours de temps doux et ensoleillé, Bruno a décidé de faire une petite fête, histoire de montrer à sa famille et à ses amis les œuvres sur lesquelles il avait travaillé au cours de l'hiver. Il organise ce genre de fête une ou deux fois l'an. Ça lui donne l'occasion de vendre quelques œuvres, de faire un peu d'argent et de voir tous ses amis.

Le jour de la fête, la maison de Bruno était pleine à craquer. Tous les gens le complimentaient sur ses œuvres, et le temps doux ajoutait à la beauté de la rencontre.

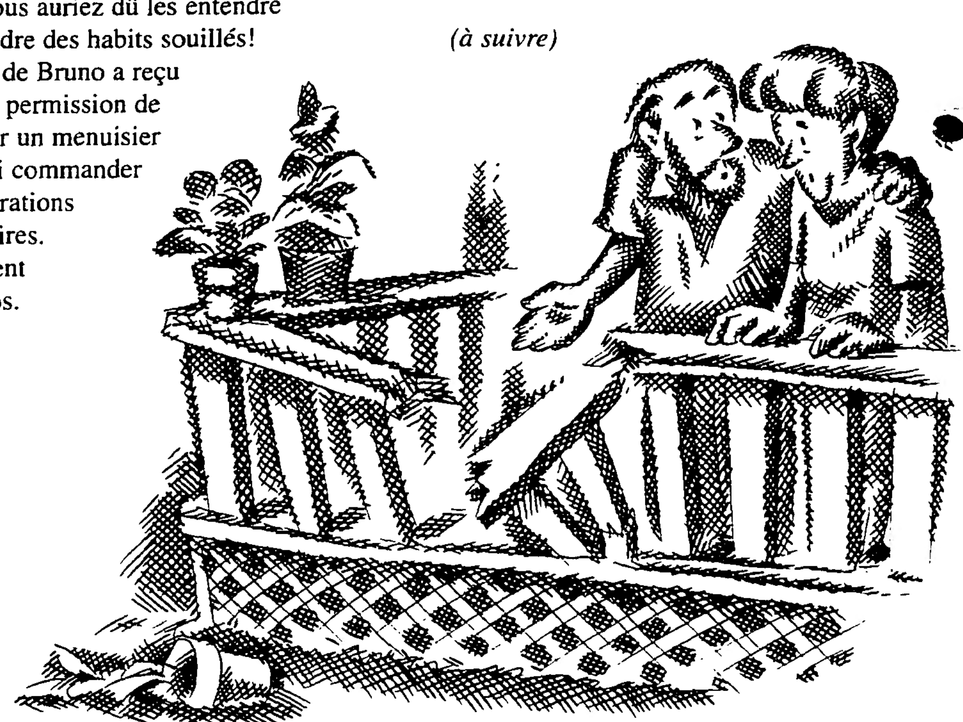
À un moment donné, quelqu'un a suggéré qu'on sorte sur la terrasse arrière profiter de la belle température. L'hiver avait été long et nous étions tous heureux de sentir la caresse du soleil. La fille de Bruno se trouvait là parmi nous. Elle a jeté un seul coup d'œil à la terrasse avant de dire à son père : «Ta terrasse tombe en ruines, papa.»

Il faut vous dire que Bruno s'imagine être un excellent homme à tout faire. Il a balayé la remarque de sa fille d'un : «Voyons, c'est fait de poutres de deux sur dix à tous les pieds. C'est solide comme du roc.»

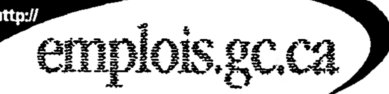
Il ne faut jamais tenter le destin. Bruno n'avait pas aussitôt terminé sa phrase que la balustrade a cédé sous le poids du couple qui s'y était appuyé. Après un court vol plané vers l'arrière, le couple a atterri sur un lit de gazon froid et détrempé. Heureusement, ils ne se sont pas blessés. Mais vous auriez dû les entendre se plaindre des habits souillés! La fille de Bruno a reçu illico la permission de dénicher un menuisier et de lui commander les réparations nécessaires. L'incident était clos.

La fête terminée, Bruno et moi sommes retournés sur la terrasse mesurer l'étendue des dégâts. Les yeux rivés sur les silhouettes du couple clairement découpées dans le gazon, Bruno a gardé le silence pendant de longues minutes. Puis il s'est tourné vers moi et a dit: «C'aurait pu être nous.»

(à suivre)





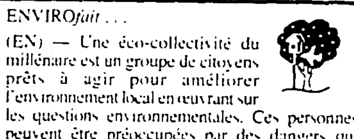


PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, **LE FRANCO** vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 $ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 780-465-6581 avant le lundi midi.. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 780-465-6581

Érablière Lachance. Placez vos comandes pour tous vos besoins de produits d'érable avant le 30 mars 2000. Contactez Daniel au (780) 465-6019 ou (418) 593-3439, visitez notre site: www.compusmart.ab.ca/maple syrup (2-4)



ENVIRO*fait* . . .

(EN) — Une éco-collectivité du millénaire est un groupe de citoyens prêts à agir pour améliorer l'environnement local en œuvrant sur les questions environnementales. Ces personnes peuvent être préoccupées par des dangers qui menacent la nature ou la qualité de l'air ou de l'eau ou par l'incidence des changements climatiques. Pour plus de renseignements, consulter la Voie verte d'Environnement Canada à l'adresse http://www.ec.gc.ca/eco

Studio Hébert

9218 - 95 rue, Edmonton, AB
Email: michellehebert@home.com

Cours de piano

Appelez: Michelle Hébert
M. Mus, ARMTA

(780) 463-0998

Abonnez-vous au Franco

Le Franco, VOTRE hebdo
saura certainement intéresser
tous les membres de votre famille !

465-6581

#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1



PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT, la PRÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE à Mère Térésa. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO
8527, 91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin
8829 - 95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc.: 463-2514

Leduc Chrysler Jeep

Récipiendaire du prestigieux
"PRESIDENT'S CHALLENGE AWARD"
pour l'excellence des ventes, de la vente des pièces et du service après vente, représentant la plus haute distinction pour la satisfaction complète de la clientèle!

LUC DOUCET,
représentant des ventes
Tél.: rés.: 986-0262

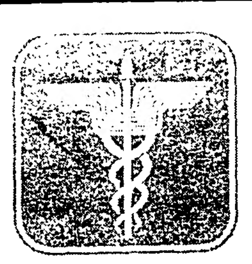
FRANÇOIS THIBAULT,
représentant des ventes
Tél.: rés.: 986-2344

6102 46A Rue Leduc (AB) T9E 7A7
Tél: 986-2051 - sans frais 1-800-355-8933, Fax: 986-1486

Petit ou gros bobo

Le Secteur santé à votre service

- Répertoire de professionnel.les
- Réseautage
- Page Web
- Renseignements, ressources
- Promotion des services sociaux et de santé en français



ACFA provinciale
Diane Conway, directrice, Secteur santé
(780) 466-1680 poste 208
www.francalta.ab.ca/acfa/sante
sante@francalta.ab.ca

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719- 5 Rue S.O
samedi: 17h
dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 11h00

St-Albert
Chapelle
Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830-96e Rue
Dimanche: 10h30

St-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

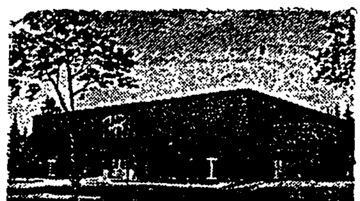
Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi
à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly McKinley Ltd.

Salon funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

Le Franco sur le Net:
www.francalta.ab.ca/communic.htm



Paulette Maltais, B.Ed., M.A
AGENTE IMMOBILIÈRE



A.L.L. Stars Realty Ltd.
312 Saddleback Road
Edmonton, Alberta T6J 4R7
Bureau 403-434-4700
Téléc.: 403-436-9902
Courriel: c21edm@aol.com

DR R.D. BREAULT

D E N T I S T E

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225- 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 780-439-3797

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S.(C)

303 Hys Centre • 11010- 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B9

Obstétricien **Tél.:780-421-4728** *Gynécologue*

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562- 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 780-439-6189 *Rés.: 780-465-3533*

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 rue St-Michel, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 780-459-8216

DR COLETTE M. BOILEAU-GAUTHIER

DENTISTE

350, West Grove professional Bldg.
10230- 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6
Tél.: 780-455-2389

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton Ab T5J 2Z1

Tél.: (780) 426-4660 **Téléc.: (403) 426-0982**

DUROCHER SIMPSON

A V O C A T S

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper, Tél.: 780-420-6850
MORINVILLE: 10201 100 Avenue, Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

Baisse de niveau dans les Grands Lacs ?

(EN) Le niveau de l'eau dans les Grands Lacs fluctue et descend tout comme le marché boursier. Mais qu'arriverait-il si les changements climatiques réduisaient les niveaux d'eau au plus bas niveau historique, ou même en deçà, pendant de longues périodes ? Serions-nous prêts, ou serions-nous pris au dépourvu, comme le sont certains investisseurs lorsque le marché boursier s'effondre ?

Depuis que l'ouragan Hazel a frappé Toronto en 1954, la plupart des projets de gestion de l'eau dans la région sont conçus pour faire face à des niveaux élevés dans les lacs ou à des inondations. Cependant, selon les prévisions les plus récentes, les changements climatiques pourraient réduire d'un mètre les niveaux d'eau des Grands Lacs, peut-être bien davantage pour certains des lacs, affirme Linda Mortsch d'Environnement Canada, coprésidente du Projet canado-américain du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Même si l'on estime que les changements climatiques augmenteront les précipitations dans la région des Grands Lacs, les températures plus élevées auront pour effet d'accroître l'évaporation et de réduire le ruissellement dans les lacs.

«Une baisse d'un mètre ne paraît pas nécessairement considérable, mais ce serait beaucoup pour la population et l'environnement des Grands Lacs», selon Mme Mortsch. «On ne le remarquerait pas autant à un endroit où la rive est très escarpée, mais là où c'est peu profond, un mètre pourrait exposer une partie incroyable du fond du lac.» Selon un scénario préparé dans le cas du lac St. Clair, une baisse du niveau de l'eau de 1,6 mètre pourrait déplacer la ligne de rivage de 200 mètres à 6 kilomètres au large.

L'adaptation à des changements importants quant aux niveaux des lacs pourrait coûter cher. Selon une étude américaine, une baisse de 1,3 mètre dans le lac Michigan pourrait coûter jusqu'à 401 millions $ (U.S.) pour effectuer des travaux de dragage, déplacer les installations des plages et modifier les ouvrages de prise d'eau, les émissaires d'évacuation, les quais et les rampes d'accès à l'eau sur une bande de rivage de 100 kilomètres près de Chicago.

Le débit réduit des cours d'eau et des rivières est un autre sujet de préoccupation, car l'approvisionnement en eau de certaines collectivités du bassin des Grands Lacs en dépend. La qualité de l'eau peut également en souffrir, car des températures plus chaudes favorisent la croissance des algues et réduisent la quantité d'oxygène disponible pour le poisson et les autres formes de vie lacustre.